



Consommer plus ou consommer moins



Ivan Van de Cloot

Hoofdeconoom

Itinera Institute

De nos jours, beaucoup se demandent si l'allocation du capital était tout aussi efficiente au cours des décennies passées.

L'épargnant qui plaçait hier son argent sur son compte bancaire se demande désormais si son argent a aussi servi à encourager la création d'actifs toxiques.

Au même moment, nous constatons les difficultés que nous éprouvons à financer les investissements nécessaires pour aborder les immenses défis de notre société tels que le réchauffement climatique.

La constatation selon laquelle des familles aux Etats-Unis et ailleurs ont consommé jusqu'à tomber dans les problèmes, ravive en effet encore la méfiance face au consumérisme de tous les jours. Depuis la nuit des temps, l'Eglise et l'Etat qualifient certaines dépenses de luxe d'hédonistes. Le prestige peut en tout cas faire partie des caractéristiques qu'on achète en se procurant un certain bien. Il est typique de constater à quel point l'évaluation de biens de prestige diminue au fur et à mesure que le nombre de personnes qui en disposent augmente. Par conséquent, les gens consomment plus uniquement pour être au même niveau que les autres.

Consommer plus ou consommer moins

Cela ressemble beaucoup à une course à l'armement avec, comme conséquence, une dilapidation des moyens : si tout le monde a ce sac à main de marque X, la valeur de prestige ne vaut rien (1). Dans les enquêtes représentatives, il arrive par exemple que la moitié des personnes interrogées préfère un monde plus pauvre où eux gagnent 200 000 dollars et les autres 100 000 dollars plutôt qu'un monde où tout le monde est plus riche et où ils gagnent 400 000 dollars et les autres 800 000 dollars. De telles préférences de position interviennent beaucoup plus pour les vêtements et l'immobilier que pour les biens publics comme la santé et l'absence de pollution.

Autrefois, nous résolvions cela en introduisant les fameuses 'lois de luxe' : celles-ci refusaient tout simplement à certains groupes dans la société le droit de porter certains vêtements (pensez au violet

impérial à Rome) ou de manger certains plats. Il était, par exemple, illégal pour les employés en Angleterre, à l'époque de James I, de manger du poisson ou de la viande plus d'une fois par jour ou de dépenser plus de 3 shillings par année pour des vêtements.

De tels arguments moralistes sont moins utilisés aujourd'hui bien qu'ils interviennent encore. Avec la crise financière, on se demande alors aussi si les ressources rares sont bien utilisées et si les investissements productifs

ne sont pas trop évincés par des tendances tapageuses

de consommation. Les économistes sont réticents pour juger des préférences du consommateur. Et ils ne voient aucune objection à associer la consommation sur base du statut social à la philanthropie par exemple (2). Aux Etats-Unis, il existe en fait une pression sociale qui oblige l'élite financière à transformer davantage leur richesse en actes de générosité.

La taxation du capital et des investissements peut être considérée comme une façon de privilégier la génération actuelle et d'inciter dès lors à la surconsommation.

Consommer plus ou consommer moins

Bien qu'il y ait une nouvelle vague de penseurs qui veulent faire des taxes de luxe et des impôts sur la consommation plus élevés, un instrument pour freiner la consommation associée au statut, il existe à ce sujet très peu de consensus. Adam Smith considérait la concurrence en faveur du rang social comme un important moteur pour les individus. La description de Smith sur 'la parade des objets de luxe' nous enseigne qu'en tant que philosophe de la morale, il avait un certain dédain pour leur caractère superficiel mais voyait bien que de ce moteur, découlaient des progrès sociaux (3). Il est clair entre-temps que si nous freinons en effet la consommation excessive, cela doit être associé à des incitants fiscaux à épargner et à investir de manière à ne pas miner le bien-être. Des mesures immédiates pour combattre la création artificielle de besoins restent peu pratiques et difficiles à imposer.

Un article influant écrit par des économistes (dont le Prix Nobel Kenneth Arrow) et des écologistes (dont Paul Ehrlich) aborde de front la question sur le fait que nous

consommons trop ou non (4). Au cours du 20^e siècle, la population mondiale a augmenté de 6 milliards (fois quatre) et la production industrielle s'est accrue d'un facteur 40. Notre consommation en énergie a augmenté d'un facteur 16 et les émissions de dioxyde de carbone d'un facteur 10. Dans ce contexte, il est essentiel de se demander si notre consommation actuelle ne dégradera pas les conditions de vie des générations futures. Par ailleurs, la génération actuelle ne doit non plus se priver si on s'attend à ce que la prochaine génération soit prospère et si aujourd'hui aussi, il existe encore dans quelques parties du monde des besoins extrêmes. La taxation du capital et des investissements peut en outre être considérée comme une façon de privilégier la génération actuelle et d'inciter dès lors à la surconsommation. La sous-évaluation de richesses naturelles (par exemple l'air non pollué) peut également donner un motif à la surproduction de certains biens de consommation polluants. Dans de nombreux pays, la consommation de combustibles et d'eau est subsidiée encore aujourd'hui.

Etant donné la connaissance actuelle dont on dispose, il semble justifier de conclure que ce n'est pas tellement le niveau de consommation qui dégradera notre bien-être à long terme, mais bien la composition de ce que nous consommons (par exemple des biens polluants versus des biens plus respectueux de l'environnement). Ce qui est sans aucun doute évident, c'est qu'il y a des pays où on consomme trop peu (pensez aux denrées alimentaires en Afrique) et où on n'investit pas en suffisance dans les besoins d'aujourd'hui et de demain.

Ivan Van de Cloot
Hoofdeconoom

- (1) Frank, R., 1997, The frame of reference as a public good, *Economic Journal*, 107, 1832-1847
- (2) Marshall, A., 1907, The social possibilities of economic chivalry, *Economic Journal*, 17, 7-29
- (3) Smith, A., 1759, *The Theory of Moral Sentiments*
- (4) Arrow, K. et al., 2004, "Are We Consuming Too Much?" *Journal of Economic Perspectives* 18, no. 3: 147-172.

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org